



## Cuba rejette une résolution adoptée par le parlement européen



*La Havane, 6 juillet (RHC)- L'Assemblée Nationale du Pouvoir populaire de Cuba a qualifié aujourd'hui d'inacceptable la résolution sur notre pays adoptée hier par la Commission des Relations Internationales du Parlement Européen sur les droits humains à Cuba.*

Cette résolution fait dépendre la marche de l'Accord de Dialogue Politique et de Coopération avec notre pays de ce qu'elle appelle l'évolution de la situation des droits de l'Homme dans notre pays.

L'Assemblée Nationale de Cuba indique, dans une déclaration, que cette résolution est contraire aux principes de respect, d'égalité et de réciprocité contenus dans l'Accord de Dialogue Politique et de Coopération, signé avec Cuba à Bruxelles le 12 décembre 2016 et ratifié hier par le Parlement Européen.

Les députés cubains signalent également que cette résolution du Parlement Européen dénature la réalité cubaine et constitue un acte d'ingérence dans les affaires intérieures de notre pays et contraste avec le développement positif des relations de Cuba avec la Commission Européenne, avec le Service Européen d'Action Extérieure et avec les États membres du bloc communautaire.

La déclaration de l'Assemblée Nationale de Cuba indique que des eurodéputés opposés aux progrès des relations entre Cuba et l'Union Européenne ont promu l'adoption de cette résolution qui n'est pas nécessaire, qui est inopportune et d'un contenu colonialiste marqué et qu'elle répond aux politiques unilatérales, discriminatoires et sélectives qui ont caractérisé,



---

dans le passé, la position de l'Union Européenne vis-a-vis de Cuba.

La déclaration de l'Assemblée Nationale de Cuba indique également que la résolution Non législative du Parlement Européen, bien qu'elle se réfère timidement aux lois et aux mesures à caractère extraterritorial, ne mentionne ni la Loi Helms-Burton, ni le blocus économique, financier et commercial imposé par les États-Unis à Cuba.

La déclaration exhorte le Parlement Européen à s'occuper de questions du territoire de l'Union Européenne dont la détérioration de la confiance des citoyens dans les institutions communautaires et l'augmentation de la xénophobie ainsi que des pratiques ségrégationnistes contre les minorités.

À ce sujet la déclaration de notre parlement se réfère également au manque de solidarité et de sens de responsabilité historique avec lesquels l'Europe fait face aux vagues de migrants provenant d'Afrique et du Moyen Orient, à la corruption galopante dans des secteurs politiques européens, à la détérioration croissante des systèmes de protection sociale et aux rares progrès que l'on constate en ce qui concerne l'égalité de genre dans cette région.

« Nous nous demandons de quel droit le Parlement Européen aborde des questions qui sont du seul et unique ressort du peuple cubain qui continue à construire une nation souveraine, indépendante, socialiste, démocratique, prospère et durable » souligne enfin la déclaration de l'Assemblée Nationale de Cuba.